L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & CIE.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$12 | *payable d'avance.*
Do. TROIS FOIS PAR SEMAINE, $10 |

NOUVELLE-ORLEANS.
LUNDI MATIN, 22 FEVRIER 1841.

POUR GOUVERNEUR,
HENRY JOHNSON.
Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

IL A cause de la célebration de l'anniversaire de la naissance de Washington, l'Abeille ne paraitra pas demain. Les avis judiciaires, ceux de ventes à l'encan et autres dont la publication était fixée pour demain, paraissent aujourd'hui.

22 FEVRIER.

Le 22 février sera un jour à jamais mémorable dans les fastes du peuple Américain : C'est l'anniversaire du père de la patrie, de GEORGE WASHINGTON.

C'est à pareil jour en 1732 que naquit en Virginie, dans le comté de Westmoreland, le libérateur de son pays, le père de la liberté, le sage par excellence, celui que tous les partis entourent à l'envie de leur respect et de leur vénération.

Ce n'est pas seulement un sentiment de reconnaissance que nous porte à fêter la mémoire de Washington; nous honorons en lui ce que le patriotisme a de plus ardent, ce que la vertu a de plus pur; nous honorons en lui les vertus publiques et privées; tout ce qui fait l'admiration des hommes de bien.

Que ce jour soit donc consacré au recueillement et à la contemplation de cet admirable caractère que chacun devrait prendre pour modèle!

PROCESSION DU 22 FEVRIER.

Nous publions dans la partie Anglaise de notre feuille, le programme de la procession qui doit avoir lieu aujourd'hui, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de WASHINGTON.

La nouvelle loi d'élection sortira fort imparfaite pour ne pas dire fort mauvaise des mains du Sénat. Vainement la raison et l'expérience enseignent-elles qu'une loi d'élection demande du temps et de la réflexion, la majorité du Sénat, étonnée sans doute de se trouver par hasard en majorité tout en représentant une opinion contraire à celle de la grande masse du peuple, s'empresse de faire prédominer quelques unes de ses doctrines comme si elle avait hâte d'exercer un pouvoir obtenu par accident et qui ne saurait demeurer long-temps en sa possession. Il ne nous reste donc plus d'espoir maintenant qu'en la Chambre des représentans.

Il nous semble que la loi pourrait être singulièrement simplifiée, si au lieu de lui laisser un caractère de compilation de toutes les lois existantes sur la matière, on prend la peine d'en coordonner toutes les dispositions en retranchant ce qui est reconnu comme inutile.

Il suffira sans nul doute d'appeler l'attention de la Chambre sur un sujet important, sans qu'il soit besoin d'entrer dans un examen détaillé de la loi qui va lui être soumise. Cependant il est une disposition que nous voudrions voir adopter pardessus tout, parceque c'est le meilleur remède possible contre les fraudes électorales: nous voulons parler de l'enrégistrement des votans.

Mais nous voudrions voir adopter un système d'enrégistrement réel et non un système incomplet et bâtard comme celui de New-York; parce qu'en cette matière mieux vaut n'avoir rien que n'avoir pas tout ce qu'on peut obtenir.

La loi pourrait disposer par exemple que trois mois avant l'époque des élections, il serait dressé un régistre par lettre alphabétique contenant les noms, prénoms, professions et demeures de tous les votans. Des copies de ce registre seraient immédiatement publiées et affichées afin que chaque citoyen, ayant droit de voter, pût examiner si son nom figure sur ce registre, et s'il ne s'y trouve pas des noms qui ne devraient pas y figurer.

Chaque citoyen aurait la faculté de demander l'inscription d'un individu oublié sur le Régistre en donnant la preuve qu'il remplit toutes les conditions exigées par la constitution; 2o. de demander la radiation de tout individu porté sur le régistre en établissant qu'il ne remplit pas les conditions nécessaires pour voter.

Six semaines avant l'élection une copie du régistre rectifiée en conséquence des réclamations admises depuis sa première publication, serait publiée et affichée une seconde fois pour être de nouveau soumise à l'examen du public et des comités de vigilance chaque parti.

Une semaine avant l'élection les commissaires nommés pour cet effet se réuniraient pour arrêter la liste définitive de tous les votans de la paroisse; de sorte que ceux-là seulement qui se trouveraient inscrits sur le registre seraient admis à voter.

Les avantages d'un tel système sont incontestables et les inconvenients presque nuls. Un individu est-il porté *sur* le régistre sans y avoir droit, chacun peut demander sa radiation et le forcer à produire ses preuves. Un autre est-il omis, chacun peut demander son inscription en produisant les preuves constatant qu'il y a droit.

On devrait prouver en cas de contestation 1o. qu'on est citoyen né ou naturalisé; 2o. qu'on paie taxe ou qu'on est propriétaire de terres des Etats-Unis; 3o. qu'on est majeur; 4o. qu'on a la résidence exigée par la loi; et dans aucun cas il ne faudrait admettre le serment comme preuve; car on a reconnu qu'il ne manque pas d'individus qui n'eûsse nullement le parjure en matière politique.

De cette manière la fraude serait presque impossible et l'on n'aurait plus la douleur de voir notre urne électorale assiégée par des individus qu'aucun lien n'attache au pays ni à ses institutions, et la volonté de l'ancienne population neutralisée par celle de la population flottante.

Sans doute que ce mode d'élection présenterait plus d'avantages pour la Nouvelle-Orléans que pour les paroisses des campagnes, parce que la fraude est plus difficile dans les campagnes que dans les grandes villes; mais il n'en est pas moins vrai que tout système électoral qui prévient la fraude est partout désirable et doit être partout favorablement accueilli.

(*Correspondance particulière de l'Abeille*)

WASHINGTON, 10 février 1841.

Le télégraphe du dépouillement et de l'annonce officielle du résultat des votes pour la Présidence et la Vice Présidence a eu lieu aujourd'hui. A midi la Chambre des Représentans adressa au Sénat un message qui annonçait qu'elle était prête à recevoir les Sénateurs dans le lieu de ses séances et à procéder à l'exécution de l'ordre du jour. Le secretaire de la Chambre ayant accompli sa mission, M. Knight du New-Jersey proposa au Sénat de se rendre à l'invitation de la Chambre, et cette motion fut accueillie. En conséquence les membres du Sénat, précédés des sergents d'armes des deux Chambres, le Vice-Président, le Colonel Johnson, le secretaire et ses aides portant un coffre contenant les différens paquets qui renfermaient les votes, se dirigèrent vers la salle des Representans où des siéges avaient été préparés pour eux à la droite du fauteuil de l'Orateur. Les membres de la Chambre reçurent les Sénateurs debout. Le Vice-Président fut conduit au fauteuil de l'Orateur comme Président de l'assemblée. M. Preston, secretaire pour le Sénat, MM. John W. Jones et Cushing scrutateurs pour la Chambre prirent place avec les secrétaires et les commis au bureau de ces derniers.

L'assemblée s'étant assise, le Vice-Président se leva et dit: "Conformément au devoir que nous impose la constitution, nous allons procéder à l'ouverture des paquets qui nous ont été adressés et qui contiennent les votes des différens Etats. Ils sont de deux espèces; les uns ont été envoyés par des messagers spéciaux, les autres sont venus par la poste."

Une foule immense s'était réunie pour assister à la cérémonie et les galleries étaient si pleines qu'on y étouffait. M. Van Johnson fit la proposition d'ouvrir la Chambre même aux dames; mais cette motion fut rejetée sur le champ; et les dames furent en conséquence obligées de se contenter de la galerie des hommes. Elle n'ont sans doute pas vu fort bien; mais elles n'ont pas perdu grand chose, sinon le plaisir de se faire voir; car le dépouillement des votes est chose fort monotone et fort ennuyeuse. Aussitot qu'il fut opéré, le Vice-Président en annonça le résultat:—

Nombre total des votes donnés 294, sur lequel W. H. Harrison a reçu 234 pour la Présidence et Mr. John Van Buren 60.

W. H. Harrison a été en conséquence déclaré dûment élu Président des Etats-Unis pour quatre ans à partir du 4 mars prochain.

Les votes pour la Vice-Présidence ont été répartis ainsi qu'il suit: J. Tyler 234 votes, Richard M. Johnson 66, L. W. Tazewell 11; James K. Polk, 1. John Tyler a été en conséquence proclamé Vice-Président pour quatre ans à partir de mars prochain.

Cette double annonce officielle a été reçue avec des applaudissemens. Une fois l'opération terminée, le Sénat s'est retiré dans le lieu de ses séances. Un comité réuni composé de M. Preston pour le Sénat et de MM. Wise et Cushing pour la Chambre, a été chargé de notifier au Général Harrison son élection.

Puis les deux Chambres se sont ajournées.

☞ Pour les Séances officielles de la Législature, voyez la 4ème. page.

On lit dans le *Boston Courier* du 3:—

Ce qui était arrivé pour le *Caledonia*, est également arrivé pour l'*Acadie*. Beaucoup de lettres envoyées de divers points pour partir par ce steamer n'ont été reçues qu'hier et devront attendre le départ du steamer de fer mars.

"Ces lettres sont timbrées de la poste de la Nouvelle-Orléans du 19 Janvier; de Charleston du 27, et de Norfolk du 30. Ces retards prouvent que, dans cette saison surtout, on doit faire la part de l'irrégularité des malles.

Un duel a eu lieu hier entre deux habitans de notre ville. Ils se sont battus au fusil de chasse à deux coups. Au premier feu l'un des deux adversaires est tombé mort.

NOMINATIONS FAITES PAR LE PRESIDENT.

William Macom, consul des Etats Unis pour Trinidad.
Geo. Strobel, dito pour Matanzas (Cuba)
S. H. Page, inspecteur du revenu à Pontchartrain (Louisiane.

EXTERIEUR.

EUROPE.

(*Extraits des Journaux Français.*)

ORIENT.—Les nouvelles de Constantinople viennent compléter les renseignemens que M. Mounier a rapportés de Londres. Il est certain aujourd'hui que le vice-roi d'Egypte sera traité comme les autres pachas de l'empire. On prendra le lundi-shérif de Gulhané pour règle des relations qui doivent exister entre le sultan et Méhémet-Ali. Le pacha d'Egypte aura le rang d'un lieutenant-général; il cessera d'être pour sa famille puissance, qu'il avait créée, descendra bien avant lui au tombeau. L'hérédité qu'on lui laisse n'est qu'un vain hochet destiné à l'amusement de sa vieillesse; c'est une hérédité honorifique, dans toute la rigueur du mot.

Le lundi-shérif de Gulhané achève l'œuvre commencée par le massacre des janissaires, à savoir la destruction du système féodal en Turquie. Mais que mettra-t-on à la place de la féodalité, chez un peuple qui n'a fait depuis trois siècles aucun progrès dans les idées de gouvernement, ni dans la pratique de l'administration? On est fort embarrassé à répondre à cette anarchique; et, quand la centralisation serait possible dans l'empire ottoman, qui la gouvernerait?

Les Turcs ne se sont mêlés jusqu'ici de rien, depuis la conquête, avec les peuples qu'ils ont conquis; pour eux l'occupation d'une province; ils sont campés, comme on l'a si bien dit, et n'ont pas formé un seul établissement définitif en Europe ni en Asie. Pour une nation qui est restée fidèle à ce point aux mœurs de la tribu, le régime féodal est le gouvernement nécessaire; ceux qui s'efforcent de détruire le féodalisme en Turquie n'ont pas compris que les habitudes des Turcs ne sont que préparer et ouvrir ce pays à l'invasion.

Un journal anglais, le *Morning-Chronicle*, prétendait que la France en appuyant celles des prétentions de Méhémet-Ali que l'Angleterre elle-même avait trouvées fondées, avait l'ambition de constituer, à son profit, un royaume arabe en Orient. Un royaume arabe ne serait pas apparemment un empire français; et nous n'avons pas, on le sait, mis garnison à Suez, pendant que les Anglais, ce peuple si désintéressé, occupaient la ville d'Aden. Non, la France poursuivrait un but plus noble et plus grand. Elle voudrait que l'Europe, *pénétrée*, commençât par Méhémet-Ali sur les bords du Nil, ces asiles d'où est sortie de civilisation ne pénétrant pas au gré d'un sultan indolent, imbécille, fanatique ou seulement capricieux. Mais il fallait, pour le succès de l'entreprise, que celui qui l'avait entamée restât maître de l'achever. C'est ce que l'Angleterre n'a pas voulu.

En nommetant Méhémet-Ali au hatti-shérif de Gulhane, on anéantit son pouvoir. Il n'est plus rien, et l'Egypte ne compte plus. L'Angleterre a donc atteint son but. Elle a voulu jouer avec une constance digne d'un meilleur but la destruction de toutes les marines secondaires dans la Méditerranée. Mais la France doit-elle s'en réjouir? La Providence ne nous avait-elle pas destinés à *protéger* toutes ces nationalités naissantes? Le 13 Décembre, nous avons montré à l'Autriche arabe ne serait pas apparemment un empire français; et nous n'avons pas, on le sait, mis garnison à Suez, pendant que les Anglais, ce peuple si désintéressé, occupaient la ville d'Aden. Non, la France poursuivrait un but plus noble et plus grand. Elle voudrait que l'Europe, *pénétrée*, commençât par Méhémet-Ali sur les bords du Nil, ces asiles d'où est sortie de civilisation ne pénétrant pas au gré d'un sultan indolent, imbécille, fanatique ou seulement capricieux. Mais il fallait, pour le succès de l'entreprise, que celui qui l'avait entamée restât maître de l'achever. C'est ce que l'Angleterre n'a pas voulu.

En nommetant Méhémet-Ali au hatti-shérif de Gulhane, on anéantit son pouvoir. Il n'est plus rien, et l'Egypte ne compte plus. L'Angleterre a donc atteint son but. Elle a voulu jouer avec une constance digne d'un meilleur but la destruction de toutes les marines secondaires dans la Méditerranée. Mais la France doit-elle s'en réjouir? La Providence ne nous avait-elle pas destinés à *protéger* toutes ces nationalités naissantes? Le 13 Décembre, nous montrions à l'Autriche que notre but n'était pas de ruiner, de bouleverser, de détruire tout ce qui fait obstacle à nos projets, mais de nous entendre avec elle sur les moyens de donner à l'Orient une organisation qui, en satisfaisant aux besoins de la civilisation, ne blessât pas les intérêts de l'ordre établi.